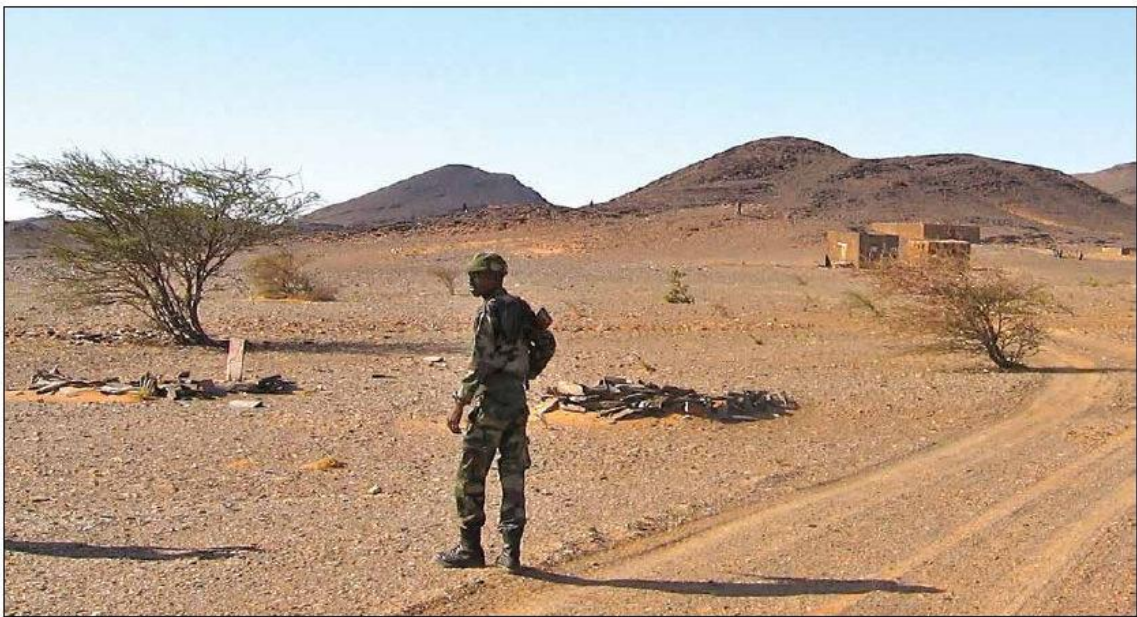

ÉTUDE DE CAS – ATELIER EN CONSEIL SCIENTIFIQUE

MIDGAZE

Rébellion armée et réinsertion sociale des ex-combattants

Rédaction : Madiagne Diallo, Ag Arya Moussa, Brïte Pauchet et Rémi Quirion



Midgaze

Rébellion armée et réinsertion sociale des ex-combattants

Remarque : Les éléments présentés dans cette étude de cas sont fictifs et ne doivent pas être interprétés comme représentant des personnes, des lieux ou des événements réels.

Contexte

Le Midgaze est un pays d'un million de km², en grande partie désertique. Ses 25 millions d'habitants, dont la moyenne d'âge est de 23 ans, vivent majoritairement dans le sud du pays, dans une zone de savane et de forêts. Deux millions de personnes, issues de peuples sédentaires ou nomades habitent également la région semi-désertique et le vaste désert du nord du pays. Ce désert forme une frontière naturelle avec les pays voisins. La présence de l'état y étant aléatoire, les groupes opposés au gouvernement ont tendance à s'y établir.

Depuis quelques années, le Midgaze diversifie son économie, grâce à des exportations de coton, de sucre, de terres rares et de métaux précieux. Malgré cette entrée de devises, le PIB par habitant stagne, ne dépassant pas 700 \$ par an. Environ 80 % des Midgaziens tirent toujours leurs revenus de l'agriculture ou de l'élevage, sur les terres agricoles situées principalement dans le sud du pays. Les éleveurs sont généralement des populations nomades, qui suivent le rythme des précipitations pour nourrir leur bétail. Depuis quelques années, les changements climatiques ont entraîné une hausse des épisodes de sécheresse. Au nord, dans les régions les plus touchées, cela cause régulièrement des heurts entre les agriculteurs sédentaires et les éleveurs nomades.

Le développement économique du pays se marque principalement au sud, à proximité de la capitale. Les populations du nord, désertique et semi-désertique, se sentent délaissées et reléguées à la marge de la vie nationale. En effet, en comparaison au sud, les emplois de qualité y sont rares, le chômage y est plus important, surtout chez les jeunes. Les infrastructures sont vétustes, voire inexistantes. De plus, les sécheresses successives ont appauvri les terres, vidé les nappes phréatiques et tué le bétail. La grogne envers le gouvernement couve, ce qui profite à divers groupes armés, qui pratiquent des exactions et des enlèvements sur les routes. La région est de ce fait de moins en moins sécuritaire. Certains agriculteurs ont donc décidé de prendre les armes pour se défendre contre le banditisme.

Dans les pays voisins, également instables, de nombreux jeunes rejoignent des mouvements radicaux, qui leur offrent une activité de subsistance et une relative sécurité que l'État ne semble pas en mesure de leur procurer. Il y a cinq ans, le Midgaze a mené une action militaire dans le nord, parce qu'un coup d'État y aurait été en cours de préparation. Cette intervention n'a pas fait l'unanimité dans la population : elle a plutôt été perçue comme un moyen de museler l'opposition. Les jeunes, tant ceux issus des grandes villes du sud que des villages du

nord, ont ouvertement critiqué l'opération. Depuis, plusieurs événements isolés dans le pays témoignent de l'émergence d'une radicalisation : arrestations de jeunes s'apprêtant à rejoindre des groupes armés, arrestation d'un chef religieux pour ses liens présumés avec les radicaux, etc.

Le gouvernement de Midgaze fait face à une rébellion armée dans ses régions du nord. D'une part, les populations ne font plus confiance en l'État pour les protéger. Elles se sont révoltées et ont érigé des barricades afin de défendre leurs fermes et leurs villages. D'autre part, plusieurs groupes de bandits sillonnent la région et établissent des barrages sur les routes afin de voler et rançonner les marchands et les villageois. Ils effectuent aussi des raids dans les villages non protégés. Enfin, profitant de l'instabilité de la région, un groupe religieux extrémiste s'est installé sur place et attire de plus en plus de jeunes de Midgaze et des pays limitrophes sous la promesse d'une vie facile.

Le problème

Sous la pression nationale et internationale, le gouvernement veut régler la situation. L'insatisfaction grandit, tant au nord qu'au sud du pays, où les citoyens tentent tant bien que mal de soutenir leurs familles qui s'y sont réfugiées. Des rumeurs grandissantes remettent en question la réputation d'homme sage et pacificateur du vieux président. Les pays de la sous-région accusent le gouvernement midgazien de laxisme face à la montée de l'extrémisme violent. Prenant le contrecoup des critiques, le Président veut annoncer prochainement une série de mesures concrètes pour stabiliser le nord du pays, afin de démontrer à tous que Midgaze est et a toujours été un exemple de paix et d'harmonie pour la région. Il charge son ministre de l'Armée et de la Sécurité publique de négocier une sortie de crise avec les différentes factions et sa ministre de l'Emploi et de la Solidarité de développer un plan d'action sur trois ans afin de réinsérer les combattants dans la société civile.

Afin de sécuriser la zone et ses voies d'accès, l'armée installe des postes de surveillance le long des routes principales. Elle projette d'installer un poste supplémentaire à proximité d'une forêt communautaire. Ce projet est mal perçu par la population, vu qu'il empêchera les villageois d'accéder à une zone de cueillette d'une plante médicinale aux vertus reconnues dont ils tirent un revenu, le Tékri.

Afin de mettre au point son plan de réinsertion des ex-combattants, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité convoque un conseil d'experts rassemblant de multiples disciplines : éducation, science politique, sociologie, psychologie ou économie. Leur plan s'articule autour de plusieurs points : la formation, l'éducation aux attitudes citoyennes et la création de richesse. Bien qu'elles reçoivent des commentaires favorables du grand public et du milieu académique, ces propositions créent de la grogne parmi les communautés du nord de Midgaze. En effet, les médiateurs rapportent que ces dernières craignent que les ressources financières ne servent qu'aux bandits et combattants. Elles se sentent dès lors doublement lésées. Les travailleurs communautaires et les psychologues qui ont tissé un lien de confiance avec elles rapportent d'ailleurs une forte proportion de désœuvrement et de consommation de drogues chez les jeunes. Plusieurs intervenants, dont des experts internationaux, estiment que le plan de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité n'est pas assez ambitieux et qu'il

devrait englober une revitalisation économique de l'ensemble du nord du pays. Selon eux, pour qu'il soit efficace, il est impératif qu'il prenne en compte les revendications des communautés locales, entre autres son désir de réparation.

Les tensions montent à l'approche de la date annoncée pour la signature de l'accord de paix entre le gouvernement midgazien et les groupes armés. Sachant que le Président veut que le processus de paix aboutisse, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité convoque un conseil d'experts, dirigé par son Conseiller scientifique principal, pour évaluer les connaissances scientifiques existant sur la gestion des conflits armés, la réinsertion des combattants, le risque d'exacerbation des traumatismes et la perception du risque.

MENTOR

Exercice 1 : Discussion de groupe

Quels éléments le Conseiller scientifique principal devrait-il prendre en compte lors de la rédaction de son rapport ?

- Diversité d'expertise
 - Quels profils d'experts doivent être mis à contribution pour cerner la complexité de la situation ?
 - Sur quels leviers est-il possible d'agir pour prendre en compte les interrelations entre la pauvreté, l'injustice, l'insécurité, l'instabilité, la corruption et le risque du recrutement des jeunes par des groupes mafieux ? Quels défis prioritaires le Gouvernement devrait-il pour normaliser la situation ?
 - Comment décortiquer ce problème pour viser sa résolution ? Quel type d'action faudrait-il mettre en œuvre pour résoudre la situation à court, moyen et long terme ? Comment établir les priorités ?
- Communication d'enjeux scientifiques complexes
 - Quels sont les publics à prendre en compte ?
 - Comment communiquer sur le trauma et la santé mentale ?
- Dans quelle mesure les données scientifiques présentées sont-elles fiables ?
 - Quels éléments devraient faire partie de la revue de littérature ? Qui devrait l'entreprendre ? Quelles sont les meilleures méthodologies à utiliser ?
 - Quels éléments du transfert de connaissances entre les milieux scientifiques et politiques qui devraient entrer en ligne de compte ?
 - Ce que nous savons
 - Ce que nous ne savons pas
 - Risques d'action ou d'inaction
 - Approches alternatives
 - Compromis
- Éthique et acceptabilité sociale
 - Comment prendre en compte les craintes de la population ? Quelles solutions concrètes lui proposer ? Quels éléments sont à prendre en considération en ce qui a trait à l'incertitude ?
 - L'acceptabilité sociale pourrait être très différente selon les interventions proposées. Le Conseiller scientifique devrait-il prendre cette information en compte ? Si oui, quels seraient les principes éthiques à suivre ? Comment devraient-ils être analysés et communiqués ?
- Autres considérations ?

Exercice 2 : Jeu de rôles

Quelles actions le gouvernement du Midgaze devrait-il entreprendre pour atteindre son but ? À quelles contraintes fait-il face et comment peut-il les contourner ?

Énumérés sans ordre particulier, les points de vue suivants sont décrits pour faciliter l'exercice de jeu de rôle. Les participants sont divisés en groupes et encouragés à prendre en compte le point de vue des différents acteurs, mais aussi ce que le Conseiller scientifique ou la Structure de conseil du pays pourrait faire dans chaque situation. Dans cette simulation, les participants sont invités à incarner les personnages tout en dégagant des propositions qui vont contribuer à résoudre la situation.

Perspective 1 : Conseiller scientifique principal

- Quelles considérations et quels points de vue devraient se refléter dans vos conseils ?
- Quelles sont les limites du conseil scientifique ?

Perspective 2 : Président de la République

- Vous désirez à tout prix conserver votre réputation de sage et de pacificateur. Vous cherchez donc un moyen de calmer les esprits. Comment incorporez-vous les connaissances scientifiques dans votre discours auprès des médias locaux et de la population ? Quelle place prendra le conseil scientifique parmi les divers éléments que vous devez prendre en considération avant d'arrêter votre décision ?

Perspective 3 : Ministre de l'Armée et de la Sécurité publique

- Votre priorité est la sécurisation du nord de Midgaze et de ses frontières. De plus, vous désirez vous positionner comme l'homme fort du pays, possible successeur du Président. Comment incorporez-vous les connaissances scientifiques dans votre discours auprès des médias locaux et de la population ?

Perspective 4 : Ministre de l'Emploi et de la Solidarité

- Vous estimez que les inégalités sociales sont au cœur du conflit au nord du pays. Vous désirez créer de l'emploi pour les jeunes et favoriser l'économie dans la région. Pour cela, vous avez besoin d'appuis, entre autres pour construire des infrastructures.
- Vous avez reçu les conseils et suivi les reportages des médias (et des médias sociaux) sur la question. Comment incorporez-vous les connaissances scientifiques dans votre discours auprès des médias locaux et de la population ? Comment incorporerez-vous la science dans votre réflexion ?

Perspective 5 : Ministre de l'Éducation

- Artiste connu internationalement aujourd'hui sur le déclin, vous vous êtes présenté aux élections sous la bannière du parti au pouvoir dans le but de contribuer au pays qui vous a vu naître. Durant vos séjours à l'étranger, vous avez été sensibilisé à l'utilisation des arts et de la culture comme moyen de médiation en cas de tensions intra- et intercommunautaires. Dans le but de trouver un financement supplémentaire pour votre ministère, vous désirez utiliser les enseignants comme outil de première ligne dans la résolution de la situation, ce avec quoi les syndicats ne sont pas d'accord.
- Comment le Conseiller scientifique devrait-il aborder une telle discussion ? Peut-il considérer qu'il s'agit d'un échange juste et équitable, permettant d'obtenir de l'information de qualité ? Comment atteindre cet objectif ?

Perspective 6 : Ministre de l'Économie

- Votre priorité est de soutenir le développement économique du pays et les investissements étrangers. Pour cela, il est nécessaire de résoudre rapidement la crise au nord du pays, quitte à faire taire les opposants. Aussi, vous avez été approché par une compagnie pharmaceutique intéressée à développer des médicaments et des produits de beauté à partir du Tékri, une plante qui ne pousse que dans la région nord du pays. Vous savez que le gouvernement a mandaté son Conseiller scientifique principal. Vous avez demandé à le rencontrer pour le conseiller. Que souhaiteriez-vous lui transmettre ?
- Comment le Conseiller scientifique devrait-il aborder une telle discussion ? Peut-il considérer qu'il s'agit d'un échange juste et équitable, permettant d'obtenir de l'information de qualité ? Comment atteindre cet objectif ?

Perspective 7 : Chercheur en psychologie de l'Université nationale du Midgaze

- Vous travaillez directement avec la population, dans des conditions de sécurité relatives. Vous constatez qu'elle voit d'un mauvais œil l'aide psychologique apportée par l'ONG *Soyons fous*, qui offre du soutien psychiatrique et psychologique calqué sur les modèles occidentaux. Vous avez demandé à rencontrer le Conseiller scientifique principal. Que souhaiteriez-vous lui transmettre ?
- Quelles devraient être les considérations pour le Conseiller scientifique dans une telle discussion ? Peut-il considérer qu'il s'agit d'un échange juste et équitable, permettant d'obtenir de l'information de qualité ? Comment atteindre cet objectif ?

Perspective 8 : Regroupement des femmes du Nord

- Vous êtes la représentante d'une coopérative de femmes soutenues par une ONG pour le développement durable du Tékri. Vous ne faites pas confiance aux ex-combattants qui appartiennent à un groupe qui commet de multiples exactions à votre encontre depuis une dizaine d'années. Vous désirez informer le Conseiller scientifique de l'inquiétude de vos membres quant à la présence des combattants et de l'armée.
- Quelles devraient être les considérations pour le Conseiller scientifique dans une telle discussion ? Peut-il considérer qu'il s'agit d'un échange juste et équitable, permettant d'obtenir de l'information de qualité ? Comment atteindre cet objectif ?

Perspective 8 : Ex-combattants

- Vous représentez un groupe de 70 ex-combattants qui a décidé de remettre les armes pour réintégrer la société civile. Vous refusez de le faire pour l'instant, tant que vous n'avez pas de garantie quant à votre sécurité et à des perspectives d'emploi. Vous avez appris que le Président a mandaté son Conseiller scientifique principal pour faire aboutir le processus de paix. Vous désirez l'informer de la position de vos membres.
- Quelles devraient être les considérations pour le Conseiller scientifique dans une telle discussion ? Peut-il considérer qu'il s'agit d'un échange juste et équitable, permettant d'obtenir de l'information de qualité ? Comment atteindre cet objectif ?

Autres perspectives ?

Crédit photo : Soldat de garde dans le désert du Sahara ([Département d'État des États-Unis](#))



Cette œuvre peut être réutilisée de manière non commerciale, en identifiant INGSA et ses auteurs, et avec ajout d'un lien vers <http://ingsa.org>.
Pour plus d'informations : <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode.fr>



À PROPOS D'INGSA

INGSA est une plateforme d'échange où les décideurs politiques, les praticiens, les académies nationales, les sociétés savantes et les chercheurs peuvent partager leur expérience, renforcer leurs capacités et développer des approches théoriques et pratiques, qui visent à aider les différents paliers gouvernementaux à s'appuyer sur des données probantes pour établir leurs politiques publiques.

Comment l'INGSA peut-il changer les choses :

- Encadrer les réseaux et les encourager à réunir des praticiens, des décideurs politiques, des institutions et des chercheurs travaillant à l'intersection entre science et politiques publiques.
- Renforcer les capacités dans le domaine du conseil scientifique afin de former des personnes et des institutions compétentes, œuvrant à l'échelle locale, régionale, nationale et transnationale.
- Offrir un leadership éclairé et de nouvelles connaissances afin d'améliorer les pratiques à l'intersection de la science et des politiques publiques.
- Proposer des analyses et des feuilles de route adaptées aux différents pays ou régions portant sur les domaines scientifiques des objectifs du développement durable.
- Offrir une plateforme aux décideurs politiques et aux scientifiques pour leur permettre de collaborer à la résolution de problèmes précis.



INGSA operates under the auspices of the International Science Council. The INGSA secretariat is currently hosted by the University of Auckland, New Zealand
A: PO Box 108-117, Symonds Street, Auckland 1150, New Zealand | T: +64 9 923 6442 |
E: info@ingsa.org | W: www.ingsa.org | Twitter: [@INGSciAdvice](https://twitter.com/INGSciAdvice)